

l'internationale

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE • SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

TOUS POUR LES MINEURS



(Photo A.F.P.)



(Photo A.F.P.)

Aucun doute n'est plus permis. Une épreuve de force est entamée avec le pouvoir, la première depuis l'instauration du gaullisme.

En refusant d'obéir à la réquisition, les mineurs ont clarifié la situation et catalysé les mécontentements diffus de la classe ouvrière.

Toutes les multiples actions diverses, les débrayages limités même lorsqu'ils entraînaient des millions de travailleurs, les éternels avertissements symboliques pâlis devant cette grève au finish entamée par les mineurs. Les prolétaires ne s'y trompent pas et l'élan de solidarité montre qu'ils ont compris l'importance de l'enjeu.

D'un seul coup, le souvenir des batailles manquées, des rassemblements (type 28 mai 1958, ou 13 février 62) sans suite, des débrayages sans lendemain, ressurgit avec force.

Cette fois, on ne peut pas laisser ça là. Une vraie bataille a commencé, classe contre classe, plus rien d'équivoque n'encombre plus le terrain. Il faut infliger un échec au pouvoir, enfin le faire reculer coûte que coûte. Ce sont ces idées qui dominent dans la conscience de tous les travailleurs en France.

La profondeur de ces sentiments est telle que l'on voit des commerçants fermer leurs boutiques, les ingénieurs des mines verser leurs salaires à la solidarité, la majorité des patrons et des employés administratifs quitter leur travail. Ainsi et comme toujours les classes moyennes tournent leurs yeux vers la classe ouvrière quand celle-ci fait la démonstration de sa force.

Il est vrai que les syndicats restent toujours sur une politique de pression sur le pouvoir que beaucoup de manœuvres peuvent se dérouler encore sous couvert d'arbitrage entre les parties, qu'il n'existe pas de direction nationale unifiée de la grève et pas de Front Unique au sommet. Mais la bourgeoisie devant les menaces d'inflation et la concurrence internationale ne veut pas céder d'avantages nouveaux à la classe ouvrière, ce qui la pousse à la résistance.

C'est pourquoi, toutes les actions que seront amenées à effectuer les travailleurs devront l'être en solidarité avec les mineurs. Les tentatives dans d'autres secteurs de la classe ouvrière qui auraient pour but d'organiser des actions revendicatives hors de ce cadre, devront être impitoyablement dénoncées comme manœuvres de diversions.

Toute la classe ouvrière doit être mobilisée pour ce seul objectif : le soutien aux mineurs sous toutes ses formes.

En premier lieu, les travailleurs du secteur public, semi-public, nationalisé dépendant de l'Etat en un mot doivent maintenant unifier leurs programmes revendicatifs en s'inspirant de la plate-forme des mineurs (11 %, les 40 heures, la 4^e semaine).

Dans toute la classe ouvrière, secteur privé et public, le combat pour la constitution de comités de soutien aux mineurs doit être mené. Ces comités pourraient regrouper

les représentants de tous les syndicats et partis ouvriers, en FRONT UNIQUE.

Leurs tâches seraient : 1^o l'organisation méthodique de la solidarité financière massive (1000 francs anciens par jour de grève pour chaque mineur représentent 228 millions). Ce sont des MILLIARDS qu'il faut rassembler, dans les bureaux, les chantiers, les ateliers et dans la rue. 2^o La popularisation de la grève des mineurs par envoi de délégations d'usine unitaires dans les bassins houillers, et réceptions avec meetings, rassemblements, manifestations de solidarité dans la rue, des délégations des comités de grève de mineurs.

On ne peut pas écarter non plus, à un moment donné de la lutte, une intervention des C.R.S. Par une agitation vigoureuse systématique partout, ouvertement hostile au pouvoir, il est possible d'obliger ce dernier à étaler son dispositif de répression et par conséquent d'atténuer ses possibilités d'intervention contre les mineurs. Les phrases traditionnelles sur le calme et la dignité ne doivent pas empêcher de se préparer à ces éventualités. Il n'y a pas d'autre voie.

Enfin, par-dessus tout, la bataille pour le FRONT UNIQUE de la BASE AU SOMMET de tous les syndicats et partis doit être intensifiée.

Là encore, l'expérience des mineurs doit être méditée, dans ses aspects positifs comme négatifs.

Ainsi, à la base, dans chaque puits dans chaque piquet de grève, la lutte est dirigée par les militants et délégués des 3 centrales.

A l'échelon régional, il existe un comité central de grève dans le bassin lorrain (C.G.T., C.F.T.C., F.O., C.G.C.) mais pas dans le bassin du Nord et Pas-de-Calais sauf à certains endroits comme à Lens et Hénin-Liétard. Tous les mineurs aspirent à la coordination de l'action des 3 centrales. Au meeting de Billy-Montigny, le 10-3, un délégué C.F.T.C. de Hénin-Liétard, Dufour, disait : « L'unité s'est réalisée dans notre groupe d'Hénin-Liétard. Nous exigeons tous ensemble qu'elle se réalise sur le plan national ».

Cette exigence est légitime, et connaît des succès. Ainsi le 7 mars, C.G.T. et C.F.T.C. constituaient un comité de coordination régional dans le Nord et Pas-de-Calais. F.O. refuse de s'y associer.

Le 8 mars, se réunissaient à l'Hôtel-de-Ville d'Hénin-Liétard, les maires des communes minières qui « souhaitèrent l'entrée de F.O. dans ce comité ». Sous cette pression résultant du rapprochement P.C.-S.F.I.O. sur le plan politique, F.O. finit par accepter d'entrer dans ce comité. C'est l'exemple à suivre.

VIVE LE FRONT UNIQUE OUVRIER, PARTIS ET SYNDICATS.

VIVE LA GREVE DES MINEURS.

Mensuel : 1 F

Nouvelle série - N° 9

N° 135. MARS 1963